

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CGE/UN : Paulette Missambo interpelle Louis-Gaston Mayila



Paulette Missambo exige le consensus dans la désignation des représentants de l'opposition au sein du CGE.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DANS une correspondance adressée au président du groupement politique PG41, Louis-Gaston Mayila, la présidente de l'Union nationale (UN) demande le retrait de Léopold Essone Bibang de la liste qu'aurait communiquée au ministre de l'Intérieur, le leader de PG41, dans le cadre du renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE).

La présidente de l'UN s'inscrit dans une logique d'une approche consensuelle de tous les partis membres de la plateforme "Alternance 2023", pour désigner les représentants de l'opposition au sein du CGE, contrairement à une initiative n'engageant que PG41 seulement... Toute chose ayant provoqué le mécontentement de la tête de proue de l'UN. À y regarder de près, la réaction de cette dernière ne surprend guère les analystes et autres observateurs du landerneau politique. En effet, durant la dernière rencontre entre le "patron de l'Intérieur" et la classe politique, Mme Missambo avait clairement demandé à l'hôte du jour de surseoir au renouvellement du CGE. Et ce, malgré la décision de la Cour constitutionnelle ayant imposé

au ministère de l'Intérieur de procéder à cette opération dans un délai d'un mois au plus tard. Paulette Missambo et plusieurs de ses pairs ont estimé à tort ou à raison que l'avenir du CGE occupera une place prépondérante lors de la future concertation politique, annoncée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Reste à savoir

si le président de la PG 41 va accéder à la requête de sa collègue de l'Union nationale. S'achemine-t-on vers le premier couac susceptible de mettre à mal le bon fonctionnement de la "Plateforme alternance 2023" ? Cette réaction de Paulette Missambo fera-t-elle tache d'huile dans les rangs de l'opposition ? L'avenir nous le dira.

"Les Démocrates" : Martin Moulengui Mabende radié des effectifs

Y.F.I
Libreville/Gabon

LA nouvelle ne surprend personne ou presque. L'exclusion définitive de Martin Moulengui Mabende, militant du parti "Les démocrates" (LD) vient d'être actée par le président de cette formation politique, Guy Nzouba Ndama. Une décision prévisible au regard du constat empirique effectué dans le landerneau politique. S'appuyant sur les dispositions des articles 8 et 14 des statuts et du règlement intérieur, l'ancien président de l'Assemblée nationale a ainsi retiré de son écurie politique le promu au gouvernement. La rupture entre Moulengui Mabende et LD remonte à son entrée dans le gouvernement d'Alain-Claude Bilie-By-Nze, en qualité de ministre délégué auprès du ministre des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres. Une nomination qui n'a pas auparavant obtenu le blanc-seing des instances dirigeantes de ce parti de l'opposition. Cette situation a été exacerbée par le fait que, contrairement à ses devanciers – notamment Jean-Norbert Di-



M. Martin Moulengui Mabende n'est désormais plus membre du parti Les Démocrates.

ramba et Jean-Pierre Doukaga Kassa, respectivement ministre du Tourisme et ministre de l'Économie numérique –, Moulengui Mabende, lui, n'a pas déposé au préalable sa démission avant d'intégrer la nouvelle équipe gouvernementale.

Une radiation qui devrait entraîner la perte de son mandat, vu que ce dernier a été élu député sous la bannière de LD du 2e siège de la Boumi-Louetsi, dans la province de la Ngounié.

Martin Moulengui Mabende vient ainsi grossir les rangs des ex-militants des "Démocrates". C'est dire que la saignée se poursuit au sein de cette chapelle politique. Et ce, alors que le leader de ladite formation politique est assigné à résidence en raison de ses démêlés avec la justice.

Entre nous soit dit

Mériter son rang c'est aussi savoir tenir sa langue

Teddy OSSEY*

CETTE semaine qui s'achève va marquer tous les esprits par l'indécence et l'incandescence acerbe des propos révélés par un audio devenu viral sur la toile. Il est ici question de la manière hargneuse et désobligeante avec laquelle est appréciée la nomination d'un compatriote aux prestigieuses fonctions de ministre d'État. Tout nous interdit de citer en ces lieux cette saillie inconvenante qui voit l'outrage se disputer la couronne à l'abject le plus fangeux. Notre répulsion est d'autant plus grande que les vocables utilisés sont avilissants, venant d'une personnalité ayant connu les honneurs de la République et se situant aujourd'hui dans le premier cercle de la hiérarchie de la curie de Louis. Cette litanie infecte heurte de même qu'elle scarifie tout le spectre de nos valeurs. Quelle qu'en soit la nature de la colère et de

la désaffection qui en ces temps sépare l'un et l'autre.

Nous avons en mémoire les relations d'hier qui faisaient de l'un le père présomptif et de l'autre le bienheureux légataire politique. Le clan Essandone et la commune de Bitam s'enthousiasmaient et s'exaltaient. Par la suite, le temps fit son œuvre. Les belles intentions ainsi que l'arrimage clanique ont tôt fait de se diluer dans les eaux sombres et surtout troubles du Ntem et de Mvezé. Mais comme la politique des fois peut s'avérer facétieuse et inattendue, nos deux alliés d'hier, et désormais ennemis devenus, vont se retrouver à leur corps défendant unis sous le label du Parti démocratique gabonais (PDG)

À l'écoute des propos acrimonieux et licencieux qui exhalent de l'audio qui fait le buzz sur les réseaux sociaux, il en ressort un constat triste et amer. À l'épreuve des faits, les postures de

façade ainsi que le vernis de circonstance n'ont pas résisté face à la haine, à l'aigreur et aux multiples dissensions. Il est urgent et impératif que le sommet du "parti démocratique" vienne y mettre bon ordre.

Sans vouloir en rajouter, il est légitime de se demander comment circonscrire l'onde de choc de cet affront au seul René violemment brocardé, sans en écorner ceux qui ont promu ce sphinx politique et véritable insubmersible qui demeure incontournable sur la scène locale. Il y a là comme une contrition face à la morale, à l'éthique et à nos traditions. La jeunesse si émotive devrait s'expurger de cette fougue qui, comme la colère, est mauvaise conseillère. Avec réserve et par principe de précaution, on aurait pu se passer de ce verbe haut et de ces propos hideux. Bassé !

* Chroniqueur